

Par e-mail : https://www.lemonde.fr/economie/article/2023/02/27/sables-bitumineux-les-benefices-record-des-compagnies-petrolieres-canadiennes-retardent-encore-la-transition-energetique_6163510_3234.html

Sables bitumineux : les bénéfices record des compagnies pétrolières canadiennes retardent encore la transition énergétique

Les majors sont sous la pression du gouvernement libéral de Justin Trudeau, déterminé à réduire de 42 % les émissions de gaz à effet de serre de l'industrie gazière et pétrolière d'ici à 2030.

Par Hélène Jouan (Montréal, correspondante)

Publié le 27 février 2023

A l'occasion de la présentation de leurs résultats pour l'année 2022, les principales compagnies pétrolières canadiennes ont annoncé des chiffres record : bénéfice net de 6,5 milliards de dollars (environ 6,08 milliards d'euros) pour Cenovus Energy, onze fois supérieur à celui de 2021 ; Imperiale Oil (filiale canadienne d'ExxonMobile) a plus que triplé le sien (7,3 milliards de dollars) quand Suncor a fait fois deux (9 milliards). En Alberta, province qui représente à elle seule 80 % des ressources pétrolières du Canada, une production record de 1,4 milliard de barils a accompagné la flambée des cours des hydrocarbures. Prévu au cours de l'année 2023, l'achèvement du projet d'expansion du pipeline de Trans Mountain devrait permettre de produire 500 000 barils supplémentaires par jour.

Une aubaine pour ces entreprises dont plus de 95 % de la production de pétrole sont issus de l'exploitation des mines de sables bitumineux de l'Athabasca situées au nord de la province. Car le secteur sort de près d'une décennie de marasme : la chute du cours du pétrole à partir de 2014 puis le ralentissement de l'économie mondiale pendant la pandémie de Covid-19 ont provoqué la faillite de centaines de petites entreprises, causé la perte de 80 000 emplois dans l'industrie fossile et creusé les déficits publics de l'Alberta, dont les finances dépendent étroitement des revenus du pétrole.

Mais la crise énergétique engendrée par la guerre en Ukraine a radicalement changé la donne : les résultats mirifiques des majors canadiennes apportent l'espoir de renouer avec les heures glorieuses de l'or noir, qui a fait de cette province l'une des plus riches du pays. Depuis 1967, date de la première exploitation d'une mine de sables bitumineux à ciel ouvert, des centaines de milliers de travailleurs sont venus défricher les terres, construire les routes, aménager et faire fonctionner les sites de production pour chauffer et pomper le pétrole visqueux du sous-sol albertain, afin d'y gagner très honorablement leur vie.

« Fin de la période d'expansion »

Le nouveau boom pétrolier en cours ne marque cependant pas tout à fait un retour au *statu quo ante* : même les pétrolières canadiennes sentent, un peu, le vent tourner. « *Nous constatons aujourd'hui qu'avec leurs profits records, celles-ci préfèrent rémunérer leurs actionnaires avec le versement de dividendes record (20 milliards de dollars en 2022 contre 5 milliards en 2014) plutôt*

que continuer à investir », explique Charles St-Arnaud, économiste à la banque Alberta Central de Calgary.

A l'instar des grandes compagnies américaines et européennes qui tablent sur un ralentissement programmé de la demande mondiale de pétrole à l'horizon 2030, les majors canadiennes savent qu'il est illusoire de se lancer dans des méga projets, susceptibles de n'être jamais rentabilisés. *« Elles ont également pris conscience que la pression mondiale autour de la lutte contre le réchauffement climatique n'était pas propice à leurs affaires ; elles entendent donc se contenter d'exploiter jusqu'au bout, les mines déjà en fonction »*, ajoute M. St-Arnaud.

Mises sous pression par le gouvernement libéral de Justin Trudeau, déterminé à réduire de 42 % les émissions de gaz à effet de serre de l'industrie gazière et pétrolière d'ici à 2030 (par rapport au niveau de 2005), les six plus importantes compagnies canadiennes réunies au sein de l'Alliance Pathways (Canadian Natural Resources, Cenovus, ConocoPhillips Canada, Impériale, MEG Energy et Suncor Energy) entendent montrer qu'elles font leur part du chemin. Elles se sont notamment entendues à l'automne 2022 sur un projet commun de captage du CO2 émis par leurs sites de production, qui serait transporté par pipeline à 400 kilomètres au sud des principales mines de sables bitumineux de Fort McMurray, afin d'y être stocké. Elles prévoient un investissement de quelque 16,5 milliards de dollars.

« C'est une façon adroite pour ces compagnies de concilier l'impératif climatique et la préservation de leur activité, en usant notamment de crédits d'impôts fédéraux très avantageux, juge Pierre-Olivier Pineau, spécialiste du secteur de l'énergie à HEC Montréal. C'est sans doute la fin de la période d'expansion, mais nous sommes encore loin de la nécessaire mutation. Je ne crois pas que cette industrie envisage aujourd'hui sérieusement le déclin de son produit phare. »

« Emplois verts »

Malgré le soutien que le gouvernement conservateur albertain continue d'apporter au secteur pétrolier et gazier, jusqu'à adopter une [« loi sur la souveraineté de l'Alberta »](#) destinée à protéger ses intérêts économiques des ambitions climatiques du gouvernement fédéral, malgré les résistances des compagnies pétrolières, le « boom vert » a néanmoins commencé à toucher l'Alberta. Le comté de Vulcan par exemple, dans le sud-ouest de la province, accueille déjà le plus grand parc solaire du pays et l'un des plus grands parcs éoliens de l'ouest du Canada ; les installations éoliennes et solaires ont d'ores et déjà une capacité de 3 800 mégawatts, dont 1 350 ont été mis en service au cours des douze derniers mois.

En s'appuyant sur les nouveaux emplois créés, le secteur de l'énergie « verte » emploie déjà 137 000 Albertains, et 170 000 emplois supplémentaires devraient être créés d'ici à 2050, selon une étude menée par l'Alberta Transition Study.

En mars 2022, l'organisme à but non lucratif Iron & Earth a ouvert un « portail des carrières climatiques ». *« Les travailleurs sont fatigués des hauts et des bas de l'industrie pétrolière et gazière, explique Emanuel Da Costa, responsable du développement de ce portail. Ils recherchent des carrières plus stables et sont soucieux de participer à atténuer les changements climatiques. Nous mettons donc à leur disposition un outil d'appariement de leurs compétences et de leur expertise. »* Convertir les emplois des combustibles fossiles en « emplois verts », c'est l'un des enjeux essentiels du plan de « *transition juste* » que le gouvernement Trudeau doit présenter d'ici à la fin du printemps.

Dans un roman graphique *Duck : Two Years in the Oil Sands* (éditions Drawn and Quaterly 2022, non traduit), Kate Beaton raconte les deux années qu'elle a passées dans les mines du nord de l'Alberta, afin de rembourser son prêt étudiant. L'autrice y montre [l'envers du décor de cette industrie polluante](#) qui cause de multiples déprédations à ces anciens territoires autochtones, dévoile l'enfer d'être une femme dans ces univers quasiment exclusivement masculins.

Mais Kate Beaton constate aussi l'attraction irrésistible que des salaires annuels très au-dessus de la moyenne canadienne, 1 131 dollars par semaine pour un travailleur canadien contre 2 650 dollars pour un travailleur du secteur pétrolier en 2022, continuent d'exercer sur la main-d'œuvre de tout le pays.

Hélène Jouan(Montréal, correspondante)
